

Les subsides

demande pourquoi? C'est parce qu'ils ont déjà cédé aux pressions des Américains. Le gouvernement a haussé le contingent des Américains de 21 millions de tonnes à quelque 65 millions de tonnes. Je trouve qu'il n'a guère à cœur de protéger les éleveurs et les producteurs de bœuf ni de défendre leurs intérêts. S'il avait du courage, il irait négocier avec ses partenaires du GATT et défendre les intérêts des producteurs de denrées agricoles de notre pays, au lieu de s'avouer vaincu et d'augmenter les contingents comme il ne manquera vraisemblablement pas de le faire d'ici une semaine ou deux.

● (1740)

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir dire quelques mots alors que le débat tire à sa fin. J'ai trouvé au cours de la journée que les intervenants s'étaient beaucoup trop préoccupés du sommet de la fin de semaine dernière à Ottawa. J'ai l'impression qu'à longue échéance, ce sommet ne changera guère le lot des bûcherons, des mineurs, des travailleurs d'usine et des jeunes diplômés qui sont en chômage et qui se cherchent un emploi qui n'existe tout simplement pas.

La motion dont nous sommes saisis est importante. Nous sommes en présence de deux orientations contraires qui aboutiront un jour ou l'autre à un affrontement. D'une part, à cause des nouvelles techniques, il faut moins de gens pour effectuer toutes les opérations, de sorte que des emplois disparaissent définitivement. Ainsi, en Colombie-Britannique, le secteur des forêts produit à plein rendement avec une main-d'œuvre réduite de 20 p. 100. D'autre part, nous constatons une réduction majeure des services offerts à la population. Ce qui fait que les emplois sont plus importants que jamais. Ce sont les emplois qui ouvrent aux citoyens l'accès au banquet qu'offre la société. Les gens sans emplois sont exclus de ce banquet.

Ainsi, le recours accru aux frais modérateurs et la hausse des primes dans le cas du Régime d'assurance-maladie. Bien des Canadiens ne se prévalent tout simplement pas des services disponibles, faute de pouvoir payer les frais modérateurs ou les primes. Dans cette perspective, les emplois deviennent plus importants que jamais.

J'aimerais dire un mot de la situation avec laquelle les autochtones sont aux prises. Nous entendons souvent dire que dans certaines localités autochtones, il y a parfois jusqu'à 90 p. 100 des résidents qui sont en chômage. Ces chiffres deviennent de plus en plus pertinents. Il y a quelques années, ces localités étaient nombreuses à posséder leur propre économie, de sorte que les gens pouvaient cultiver la terre pour pourvoir à leurs besoins. Aujourd'hui, l'économie de ces collectivités est victime de travaux gigantesques. Il y a quelques semaines, je me suis rendu chez les Lubicons dans le nord de l'Alberta. Il y a encore cinq ans, 10 p. 100 seulement de ces gens vivaient du bien-être. Aujourd'hui ils sont 90 p. 100 dans ce cas, parce que les sociétés pétrolières ont détruit leur économie traditionnelle à force de faire circuler des engins sur leurs territoires de chasse et de piégeage. Ces gens découvrent maintenant qu'ils n'ont d'autre

solution que de se rabattre sur les programmes de bien-être, lesquels sont insuffisants pour les faire vivre en tant que peuple. Ils peuvent certes survivre de cette manière, mais c'est tout. Pour cette raison, le Conseil mondial des Églises a déclaré que, dans les faits, les Lubicons étaient victimes d'un véritable génocide.

Il est indispensable que le gouvernement fédéral reconnaisse le premier la nécessité de garantir le droit à l'autonomie politique des autochtones et de leur fournir des ressources suffisantes pour qu'ils puissent se gouverner eux-mêmes et contrôler leur économie et leur société.

Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) a parlé des activités du groupe de travail du NPD sur l'emploi. Je voudrais revenir sur une des réflexions qu'il a faites. Il a dit qu'il était essentiel de donner des moyens financiers aux autorités locales pour que les décisions se prennent sur place. C'est ce que nous avons déjà dit au sujet des Indiens, mais c'est vrai aussi pour des centaines d'agglomérations canadiennes. C'est une question de bon sens économique. Si les gens d'une région peuvent contrôler leurs ressources, ils les utiliseront à meilleur escient.

Enfin, si le gouvernement a préparé un plan pour améliorer le sort des chômeurs, pourquoi ne le présente-t-il pas maintenant? Pourquoi attendre la fin mai? Le gouvernement est au pouvoir depuis le 4 septembre. Il devrait prendre des mesures sans plus tarder pour aider vraiment les femmes, les jeunes, les autochtones, les pêcheurs, les bûcherons et les autres Canadiens qui ont désespérément besoin de son aide.

M. le Président: Comme il est 17 h 45, j'ai le devoir, conformément à l'article 62(10) du Règlement, de suspendre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toutes les questions nécessaires à l'expédition du budget supplémentaire des dépenses (C), des crédits provisoires et de toutes les étapes des projets de loi fondés sur ceux-ci.

* * *

LES SUBSIDES**MOTION D'ADOPTION DU CRÉDIT 7c, MINISTÈRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE**

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): propose:

Que le crédit 7c, au montant de \$1 du ministère de l'Expansion industrielle régionale—Budgétaire, Budget des dépenses supplémentaires (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985, soit agréé.

M. le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. le Président: Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. le Président: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.